

Organismes d'exécution du PNUD

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique (Vienne)
BIRD	Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Washington)
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (Genève)
CNUEH	Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Nairobi)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (Rome)
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale (Montréal)
OIT	Organisation internationale du travail (Genève)
OMT	Organisation maritime internationale (Londres)
OMM	Organisation météorologique mondiale (Genève)
OMS	Organisation mondiale de la santé (Genève)
OMT	Organisation mondiale du tourisme (Madrid)
ONU	Organisation des Nations Unies (New York)
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (Vienne)
PNUD/BEP	Programme des Nations Unies pour le développement/Bureau de l'exécution des projets (New York)
UIT	Union internationale des télécommunications (Genève)
UNDTCD	Département de la coopération technique pour le développement de l'ONU (New York)
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)

Types d'institutions

(i) Les Fonds de développement

Bon nombre de Fonds arabes de développement sont des organismes à parrainage multilatéral au sein du monde arabe ou, dans le cas du Fonds de l'OPEP pour le développement international, à parrainage multilatéral avec une participation arabe et non arabe. D'autres institutions sont établies et financées sur le plan national. Les principales institutions, classées selon leur capital autorisé en janvier 1984, sont les suivantes :

Nom	Type	Siège	Capital autorisé (millions de \$ US)	Prêts totaux accordés
Fonds saoudien pour le développement	Institution nationale	Riyad	7 289	4 389
Fonds du Koweït pour le développement économique arabe	Institution nationale	Koweït	7 000	4 452
Fonds de l'OPEP pour le développement international	Participation mixte	Vienne	4 000	1 883
Fonds arabe pour le développement économique et social	Arabe	Koweït	2 800	1 992
Banque islamique de développement	Participation mixte	Djeddah	2 146	3 434
Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe	Institution nationale	Abou Dhabi	1 089	1 063
Banque arabe pour le développement économique en Afrique	Arabe	Khartoum	988	587
Fonds iraquien pour le développement extérieur	Institution nationale	Baghdād	924	1 733

2. Les fonds de développement et les banques d'investissement arabes

Aperçu

Les fonds d'aide et les banques d'investissement arabes représentent une importante source de financement pour le développement et les investissements, surtout depuis 1973 lorsque les hausses du prix du pétrole de l'OPEP ont apporté de nouvelles rentrées dans les caisses des États membres. Cependant, les programmes d'aide arabe étaient déjà en place à cette époque. Le Koweït avait créé en 1961 un Fonds d'aide au développement qui avait été suivi en 1968 par le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et, en 1971, par le Fonds d'Abou Dhabi pour le développement économique arabe (FADDEA). En janvier 1984, le financement total du développement dépassait 18,5 milliards de dollars américains.

Puisque le Canada et les autres pays occidentaux industrialisés ne sont pas membres de ces institutions, ils ne jouent pas un rôle direct dans les activités de fonctionnement.

Le texte qui suit est très général et a simplement pour but de présenter ces institutions aux exportateurs canadiens. Étant donné que les fonds arabes ne sont pas obligés de passer les marchés dans des pays arabes, les fournisseurs canadiens peuvent toujours présenter des soumissions.

Parmi les autres institutions arabes, citons la Banque libyenne arabe du commerce extérieur, le Fonds de solidarité islamique, le Fonds monétaire arabe et l'Autorité arabe pour le développement et l'investissement agricoles. Toutes ces institutions financent principalement des projets pour les pays clients mais elles offrent également une assistance générale et des fonds pour financer les balances des paiements. Étant donné que les pays arabes manquent de techniciens et de gestionnaires compétents pour les gros projets de développement, ils offrent souvent leur aide au développement par l'entremise d'autres organisations multilatérales ou bien cofinancent des projets en collaboration avec d'autres établissements donateurs qui peuvent fournir ces experts. Jusqu'à présent, les Fonds arabes ont financé conjointement avec des institutions multilatérales et des membres de l'OCDE quelque 350 projets dans plus de 80 pays en développement. À l'heure actuelle, le Canada (ACDI) vient au troisième rang parmi les pays de l'OCDE, derrière la République fédérale d'Allemagne et la France, pour le nombre de projets de cofinancement entrepris avec les Fonds arabes. Au nombre de 35, ces projets ont engagé environ 1 milliard de dollars de fonds de l'ACDI, surtout dans les secteurs de l'hydro-électricité et du transport.